



DEPARTEMENT  
DES  
PYRENEES-ORIENTALES

Arrondissement de Prades

Canton Vallée de la Têt

Commune d'ILLE SUR TET

**PERMISSION DE VOIRIE**  
**Exécution de travaux sur le domaine public**

**N° 2022/012**

**LE MAIRE de la commune d'Ille sur Tet,**

VU la demande en date du 09/03/2022 par laquelle Mme BRESOLES BAUSILI Anaïs, 6 rue Joseph Coll 66130 ILLE SUR TET ; pour effectuer des travaux en limite du domaine public :

**Piétonnier Ouest lotissement Las Formigues**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

VU l'ordonnance modifiée n°64-262 du 7 janvier 1959 ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 mars 1965 portant règlement sur la conservation et la surveillance de la voirie communale ;

VU la loi modifiée n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 25 ;

VU le Règlement de voirie communale approuvé le 26 novembre 2020 par délibération du Conseil Municipal, relatif à la conservation du Domaine Public ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : AUTORISATION**

Le pétitionnaire est autorisé à réaliser les travaux ayant fait l'objet de la demande, au niveau du piétonnier Ouest du lotissement Las Formigues à Ille sur Tet, afin de créer un mur de soutènement, à charge pour lui de se conformer aux conditions spéciales énoncées dans les articles qui suivent.

## **ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

Le talus, en limite de propriété sera curé afin de permettre la construction du mur de soutènement en limite de la propriété de Mme BRESOLES BEUSILI Anaïs.

Le mur de soutènement sera réalisé conformément aux règles de l'art afin de garantir la sécurité publique :

- fondation adaptée au sol empêchant le glissement du mur
- qualité des matériaux afin d'assurer sa stabilité dans le temps
- Prévoir un système de drainage efficace
- étanchéité de la paroi contre la terre

La partie du terrain communal, endommagé par les travaux, sera remise en état et nivelée afin de permettre le passage des piétons.

Les déblais et déchet de chantier seront évacués et transportés en décharge, autorisée à recevoir les matériaux extraits, par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

## **ARTICLE 3 : SECURITE ET SIGNALISATION**

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément à l'arrêté de circulation pris dans le cadre de la présente autorisation en application des dispositions du Code la Route et de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 - sème partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application.

## **ARTICLE 4 : IMPLANTATION, OUVERTURE DE CHANTIER ET RECOLLEMENT**

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 15 semaines.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier. Le pétitionnaire informera la mairie 15 jours au moins avant la date d'ouverture du chantier.

## **ARTICLE 5 : RESPONSABILITE**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## ARTICLE 6 : VALIDITE ET RENOUELEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 5 ans à compter de la date donnée pour le commencement de son exécution.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Fait à Ille sur Têt, le 25/03/2022

M Le Maire,

  


W. BURGHOFFER

### Diffusions

Le bénéficiaire pour attribution

La commune d'Ille sur Têt pour attribution

**Le maire : William BURGHOFFER**

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de son acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours Gracieux auprès du Maire, soit d'un recours devant la tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente Notification.

Publié, le .....  
Certifié exécutoire  
Le Maire

